

République du Tchad

-----○-----

Ministère du Plan, du Développement  
et de la Coopération

-----○-----

Institut National de la Statistique,  
des Etudes Economiques et Démographiques

Unité - Travail - Progrès

-----○-----

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2004 DE L'INSEED**

*Février 2005*

Site : [www.inseed\\_tchad.org](http://www.inseed_tchad.org).

## Table des Matières

<b>I- INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>II- ACTIVITES REALISEES .....</b>	<b>5</b>
<b>2.1 Activités d'ordre institutionnel et organisationnel.....</b>	<b>5</b>
2.2 Activités d'ordre technique .....	6
2.2.1 Enquêtes et statistiques sociales .....	6
2.2.2 Elaboration des statistiques économiques .....	6
2.2.2.1 Activités liées au prix .....	6
2.2.2.1.1 L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) .....	6
2.2.2.1.2 Programme de Comparaison Internationale – Afrique (PCI).....	7
2.2.2.2 Commerce Extérieur .....	7
2.2.2.3 Statistiques agropastorales et de l'environnement.....	7
2.2.3 Synthèses économiques .....	8
2.2.3.1 Synthèses conjoncturelles .....	8
2.2.3.1.1 Gestion des bases de données conjoncturelles .....	8
2.2.3.1.2 Elaboration de notes et bulletins de conjoncture .....	8
2.2.3.2 Comptes nationaux .....	8
2.2.3.2.1 Mise en œuvre du SCN93 .....	8
2.2.3.2.2 Point des comptes disponibles .....	9
2.2.3.3 Prévisions macro-économiques .....	9
<b>2.3 Activités de diffusion .....</b>	<b>9</b>
2.3.1 Mise en place et gestion des bases de données socio-économiques nationales pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies de développement (DSRP et des OMD) .....	9
2.3.2 Diffusion classique .....	10
2.3.3 Site INTERNET .....	10
<b>III- RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES .....</b>	<b>10</b>
<b>3.1 Situation du personnel .....</b>	<b>10</b>
<b>3.2 Budget national .....</b>	<b>10</b>
3.2.1 Programme d'investissement .....	11
3.2.2 Dépenses courantes .....	12
<b>3.3 Programmes et projets appuyés par l'extérieur .....</b>	<b>12</b>
<b>IV- DIFFICULTES RENCONTREES .....</b>	<b>13</b>
<b>4.1 D'ordre financier .....</b>	<b>13</b>
<b>4.2 Autres types de difficultés .....</b>	<b>14</b>

<b>V- CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>14</b>
<b>5.1 Principales leçons à tirer .....</b>	<b>15</b>
<b>5.2 Appuis souhaités .....</b>	<b>15</b>
5.2.1 D'Afristat .....	15
5.2.2 D'Autres partenaires .....	15

## I- INTRODUCTION

L'INSEED a pour missions : la collecte, la production, l'analyse et la diffusion des données statistiques, ainsi que la coordination du système statistique au niveau national. Le Décret 416 définit de manière spécifique les attributions de l'INSEED, à savoir :

- La collecte, l'exploitation, l'analyse et la diffusion des informations statistiques d'intérêt national ;
- La coordination du Système National de Statistiques (SNS) dans le cadre respectivement du Secrétariat du Conseil Supérieur de la Statistique (CSS) et de la Présidence du Comité des Programmes Statistiques (CPS) ;
- La réalisation des opérations statistiques prévues dans le Programme National de Statistique ;
- L'étude sur demande de l'Etat, des institutions privées ou d'autres organismes des questions d'ordre économique, démographique, social et environnemental relevant du domaine statistique ;
- La gestion des principaux répertoires ou fichiers ;
- La centralisation, la collecte de statistique provenant des autres services producteurs et leur diffusion sous forme de synthèses ;
- La participation à tout règlement administratif dans les domaines statistiques, économiques et démographiques.

Le cadre institutionnel du système statistique a connu une amélioration sensible ces dernières années, avec la loi portant réglementation des activités statistiques promulguée le 15 juin 1999. Cette loi définit le cadre institutionnel, les grands principes statistiques et les relations entre les organismes chargés de produire les statistiques officielles appartenant au Système National de Statistique (SNS) d'une part, et d'autre part les relations avec les autres services intervenant également dans le domaine statistique. Le système statistique tchadien comprend un organe central (INSEED) et des services statistiques dans les ministères qui collectent l'information dans leur domaine respectif.

La loi réglementant les activités statistiques au Tchad, prévoit en certaines de ses dispositions la création du Conseil Supérieur de la Statistique (CSS) et du Comité des Programmes Statistiques (CPS). Elle a également prévu la transformation de la Direction de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (DSEED) en Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). Le rôle de chacun est le suivant :

L'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) est un établissement public, jouissant d'une autonomie financière dont les ressources principales devraient provenir d'une quote-part de la redevance statistique qui est perçue au taux de 2,0% sur les recettes douanières. L'INSEED remplace la DSEED dans ses attributions. Il est rattaché au Ministère en charge de la statistique et est administré par un Conseil d'Administration (CA).

Le Conseil Supérieur de la Statistique (CSS) fixe les grandes orientations du programme statistique à moyen terme. C'est également lui qui adopte le programme d'activités

statistiques lorsque celui-ci est élaboré. Il assure un rôle en matière de contentieux et du secret statistique.

Le Comité des Programmes Statistiques (CPS) assiste le CSS dans sa mission et a pour attributions l'élaboration du programme à moyen terme et du programme annuel. Il donne son avis sur les opérations statistiques à caractère obligatoire. Enfin, il est également confié au CPS le soin de définir, sur un plan général, les aspects méthodologiques des opérations statistiques.

Depuis le 14 septembre 2000, les textes portant création de l'INSEED, du CSS et du CPS ont été publiés. Cependant le CSS et le CPS ne sont pas encore réunis.

Le présent document a pour objet de présenter le rapport d'activités 2004 de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). Il abordera dans une première partie les activités réalisées par cette institution en 2004 en distinguant les activités d'ordre institutionnel et organisationnel, les activités d'ordre technique et les activités de diffusion. La deuxième partie fera un bilan sur les ressources humaines et financières mobilisées pour réaliser ces activités en 2004. La troisième partie sera consacrée aux difficultés rencontrées. Enfin, la dernière partie tirera les conclusions et énumérera les différentes perspectives. .

## **II- ACTIVITES REALISEES**

### **2.1 Activités d'ordre institutionnel et organisationnel**

Depuis la création de l'INSEED, les réunions des organes de coordination statistique ou des instances de direction de l'Institut sont rares. En 2004, la seule réunion tenue par le Conseil d'Administration (CA) le 05 février 2004 a eu pour but la nomination d'un nouveau Directeur Général de l'INSEED en remplacement de l'ancien appelé à d'autres fonctions. Cette nomination est confirmée par le Décret n° 059/PR/MPDC/2004 du 19 février 2004 portant nomination du Directeur Général de l'INSEED.

Au 31 décembre 2004, l'INSEED n'a pas encore mis en place sa Stratégie Nationale de Développement Statistique (SNDS) mais en rapport avec le pilotage de la SNRP et la mise en œuvre des OMD, l'INSEED s'attellera en 2005 à l'élaboration d'une SNDS.

L'INSEED a toutefois organisé en 2004, deux réunions de coordination avec les services statistiques sectoriels pour la mise à jour d'un programme d'activités triennal 2005-2007 de chaque service statistique sectoriel. Les différents programmes triennaux sectoriels devaient être mis en cohérence en Août 2004. Il était prévu que le nouveau programme d'activités du Système National de Statistique (SNS) qui en résulterait soit élaboré avec l'appui d'Afristat et validé au cours d'un atelier de 3 jours qui devait réunir l'INSEED et les différents services statistiques sectoriels du 13 au 15 septembre 2004. Cet atelier et la mission d'appui à la programmation devaient être financés par le Trust Fund de la Banque Mondiale. Malheureusement, la clôture prématurée du Trust Fund le 30 juin 2004 n'a pas permis à l'INSEED de parachever l'initiative entreprise en 2004. Elle le sera probablement en 2005 si le PNUD répond favorablement à la demande de financement qui vient de lui être adressée pour la circonstance.

## **2.2 Activités d'ordre technique**

### **2.2.1 Enquêtes et statistiques sociales**

Les travaux cartographiques du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2) prévus pour 2004 n'ont pas été réalisés par insuffisance de financement. Sur les 6 millions de dollars US prévus pour financer les travaux du recensement, seuls 2 millions (soit le tiers) ont été promis par la Banque Mondiale et l'UNFPA à raison d'un million de dollars US chacun. Cette opération est reportée pour l'année 2005.

En 2004, l'INSEED a planifié et réalisé en partie la Deuxième Enquête Démographique et de Santé au Tchad (EDST-2). Les principales activités réalisées sont :

- la mise à jour des 196 grappes échantillon et le dénombrement des ménages qu'elles abritent en avril et mai 2004 ;
- l'organisation de l'enquête pilote en mai et juin 2004 ;
- la formation de 66 agents de collecte du 24 juin au 19 juillet 2004 parmi lesquels 48 ont été définitivement retenus (8 chefs d'équipe, 8 contrôleuses, 8 enquêteurs et 24 enquêtrices) ;
- la réalisation des travaux de collecte du 24 juillet au 11 décembre 2004 ;
- le traitement des données : en date du 31 décembre 2004, les données de 165 grappes sur les 196 ont été saisies.

Commencés en 2003, les travaux de collecte et de saisie de la Deuxième Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel (ECOSIT-2) ont respectivement pris fin en mars et octobre 2004. Les travaux d'apurement de données se poursuivent encore au bureau en date du 31 décembre 2004 avec l'appui des missions d'Afristat.

### **2.2.2 Elaboration des statistiques économiques**

Les activités liées à l'élaboration des statistiques économiques se composent des activités de production statistique et des activités visant à la production des synthèses économiques.

#### **2.2.2.1 Activités liées aux prix**

##### **2.2.2.1.1 L'Indice de Prix à la Consommation (IPC)**

L'INSEED calcule mensuellement l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) qui couvre les ménages de N'Djamena (Base 100 = janvier 1994). Cet indice est publié dans le bulletin mensuel des prix à la consommation qui est diffusé auprès des services de l'Administration et des partenaires avec un délai de 10 jours environ. Les pondérations utilisées datent de 1972. Cet indice présente quelques insuffisances consignées dans une évaluation réalisée en 1998 par Afristat. La rénovation de cet indice se fera dans le cadre du projet Programme de Comparaison Internationale (PCI) sur financement de la Banque Africaine de Développement (BAD). La structure des dépenses devra être mise à jour à partir des résultats de l'ECOSIT-2 en cours de finalisation. Le futur indice sera conforme aux recommandations internationales.

### **2.2.2.1.2 Programme de Comparaison Internationale (PCI)-Afrique**

En 2004, l'INSEED est encore à la phase de la mise en place du projet PCI-Afrique. Le Coordonnateur a été proposé à la BAD par le Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération (MPDC) en novembre 2003. La non objection de la BAD vient d'être obtenue. En 2004, la méthodologie de l'enquête a été élaborée et le budget confectionné. En outre, il y a eu également la formation des cadres responsables du PCI dans plusieurs domaines :

- la participation du Coordonnateur au séminaire de validation du calendrier et instrument de l'enquête (méthodologie, etc.) ;
- la participation de 4 cadres aux séminaires PCI-BAD sur l'adoption et les groupes DSP (Description Structurées des Produits) et la Programmation des Activités du PCI à Yaoundé en avril 2004 ;
- la participation de 2 cadres au séminaire de formation PCI-Afrique sur l'utilisation du logiciel de saisie et d'analyse des prix (TOOL PACK) au Sénégal et en Tunisie en octobre et décembre 2004.

### **2.2.2.2 Commerce extérieur**

Une des attributions de l'INSEED est aussi la production des statistiques du commerce extérieur. Ces statistiques ont pour source les déclarations douanières. Les restrictions budgétaires ont entraîné la paralysie de cette activité ces dernières années. C'est ainsi que les dernières statistiques complètes disponibles datent de 1996 et ont fait l'objet d'une publication en 1999. Le travail de saisie informatique des données douanières par l'INSEED a repris en 2004 et porte uniquement sur les données de 2004 de N'Djamena et de Sarh. Les données saisies sont celles mentionnées sur les déclarations des importations pour la mise en consommation (D3). Les déclarations des autres bureaux de douane ne sont pas parvenues à N'Djamena pour être transmises à l'INSEED. Ces données saisies souffrent d'un problème de couverture. Il y a en outre les états de décomposition des perceptions à l'importation ou à l'exportation (T6 bis), récapitulatifs des quittances payées par produit par les importateurs dans les villes n'abritant pas des commissionnaires de douane, qui ne sont pas non plus traités par l'INSEED.

Il convient de signaler que le système informatique SYDONIA a été implanté dans seulement trois bureaux douaniers (Aéroport de N'Djamena, Poste, Base militaire française Epervier), et qu'il n'est pas toujours opérationnel à cause des pannes et de rupture d'électricité, si bien que l'essentiel de l'exploitation se fait de manière manuelle. Les autres postes sont également sous opération manuelle. Ce qui entraîne de nombreuses erreurs. L'INSEED et la DGDDI ont un grand défi à relever ensemble dans ce domaine. Il convient aussi de signaler qu'en 2004, plusieurs réunions de concertation regroupant l'INSEED et la DGDDI ont eu lieu afin de parvenir à une meilleure coordination du traitement des données douanières en amont et en aval.

### **2.2.2.4 Statistique agropastorales, de l'environnement, des transports et du Tourisme**

Dans le domaine agropastoral, en dehors des travaux de collecte régulière des données auprès des services statistiques en général et ceux de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement en particulier, l'INSEED a apporté un appui visant à améliorer la qualité et la couverture des données dans ces domaines. C'est ainsi qu'il a :

- appuyé le service statistique du tourisme à élaborer son projet pour la collecte des données du tourisme. Ce projet de collecte est même pris en compte dans programme triennal d'activités 2005-2007 de ce service ;
- participé à la préparation de l'Etude d'Evaluation des Pertes Post-capture qui sera exécutée par le Ministère de la Pêche ;
- participé à la préparation de l'Etude de Suivi de l'Impact du Programme National de Transport 2000-2005, qui sera exécutée par le Ministère des Travaux Publics et des Transports.

### **2.2.3 Synthèses économiques**

Les activités liées à l'élaboration des statistiques économiques se composent des activités de synthèses conjoncturelles, des activités visant à la production des comptes nationaux et celles liées à l'élaboration des prévisions macro-économiques.

#### **2.2.3.1 Synthèses conjoncturelles**

##### **2.2.3.1.1 Gestion des bases de données conjoncturelles**

Depuis 1999, l'INSEED collecte des données sur 12 grosses entreprises du pays totalisant 80,0% de la production industrielle. Ces données sont utilisées pour élaborer le bulletin et la note de conjoncture. Il convient de noter que le répertoire des entreprises est entrain d'être mis en place, avec l'appui technique d'un Expert d'Afristat. La finalisation de ce travail permettra à l'Institut de se doter d'un outil précieux et d'améliorer la collecte et le traitement des statistiques d'entreprises et des données conjoncturelles.

##### **2.2.3.1.2 Elaboration de notes et bulletins de conjoncture**

Suite aux recommandations du séminaire sur la conjoncture économique des pays membres de la CEMAC qui s'est tenu à Libreville au Gabon du 04 au 07 décembre 2001, il a été convenu la publication dans chaque pays membre, d'une feuille mensuelle, d'un bulletin et d'une note de conjoncture. L'INSEED publie chaque trimestre un bulletin et une note de conjoncture : mi-février, mi-mai, mi-août et mi-novembre.

Dans le bulletin, les indicateurs sont publiés en terme de données chronologiques et présentées sous forme de tableaux et de graphiques. Ces indicateurs sont élaborés par l'INSEED. Dans la note de conjoncture, un commentaire des indicateurs les plus pertinents contenus dans le bulletin y est fait.

#### **2.2.3.2 Comptes nationaux**

##### **2.2.3.2.1 Mise en œuvre du SCN93**

La refonte du SCN a commencé en décembre 1993. Elle s'est achevée en Août 1997. Depuis 1997, l'INSEED élabore les comptes nationaux selon le SCN93. Les comptes provisoires (année n-1) et prévisionnels (année n) sont mis à jour chaque trimestre. Les comptes produits comprennent les informations suivantes :

- Produit Intérieur Brut (PIB) par branche (14 branches d'activités économiques) à prix courants et au prix de l'année 1995, et par type de dépenses (Consommation Finale, Formation Brute de Capital Fixe, Variation des Stocks, Exportations moins Importations de biens et services) ;

- Un Tableau Entrées-Sorties (TES) avec 21 branches et la séquence des comptes (production, revenus et dépenses, capital et financement) des administrations publiques et comptes des opérations avec le reste du monde ;
- Comptes Consolidés de la Nation.

L'INSEED a bénéficié d'une assistance technique en comptabilité nationale financée par le PNUD de 1994 à 1997, ce qui a permis de constituer une année de base et d'intégrer les données de la Première Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT-1) réalisée en 1995. Ainsi, le traitement des activités du Secteur Informel a été amélioré. Une deuxième mission a eu lieu pour intégrer les activités de développement et d'exploitation pétrolière dans le modèle des comptes. En janvier 2004, un séminaire de mise à niveau en comptabilité nationale des agents de l'INSEED et des services statistiques sectoriels a été organisé. Il a pour but d'harmoniser les points de vue et de trouver des solutions aux problèmes qui entravent une meilleure élaboration des comptes nationaux.

#### **2.2.3.2 Situation des comptes disponibles**

L'avant dernière publication des comptes annuels date de 1996, c'est-à-dire bien avant la fin de la refonte. Après la refonte, la seule publication est celle de septembre 2004.

#### **2.2.3.3 Prévisions macro-économiques**

Le Système des Comptes Simplifiés permet de faire des prévisions de l'année  $n$ , mais aussi d'obtenir les comptes exploratoires ( $n+1$  et  $n+2$ ). Cependant, le cadrage à moyen terme (3-5 ans) ainsi que les instruments de modélisation ne sont pas élaborés par l'INSEED. En effet, leur réalisation nécessite au préalable la résolution des difficultés humaines, techniques et financières auxquelles l'INSEED est confrontées.

### **2.3 Activités de diffusion**

#### **2.3.1 Mise en place et gestion des bases de données socio-économiques nationales pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies de développement**

L'INSEED gère deux bases des données mises en place en 2003 : la base des données Tchad-Info (DEV-INFO) et la Banque des Données Informatisée (BDI).

La création de la BDI a été possible grâce à l'appui matériel, technique et financier du PNUD. Le projet vise à contribuer au mécanisme de suivi de la SNRP et des OMD. En 2004, les activités suivantes ont été réalisées :

- La poursuite des travaux de collecte des données auprès des services statistiques sectoriels pour alimenter la BDI ;
- la mise en place d'un mécanisme de centralisation de toutes les données brutes collectées par les services statistiques sectoriels ;
- l'organisation d'un séminaire sur la finalisation des indicateurs de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP) ;

- l'élaboration d'une brochure contenant les indicateurs de Suivi de la SNRP et des OMD.

La mise en place de la base des données Tchad-Info a été financée par l'UNICEF. En 2004, la poursuite des travaux de collecte des données auprès des services statistiques sectoriels ont permis d'alimenter cette base des données.

En outre, l'Institut a mis en place en 2004 une Cellule Technique de Suivi et d'Evaluation de la SNRP chargée de la gestion de cette base. A cet effet, un programme d'activités de la cellule a été élaboré.

### **2.3.2 Diffusion classique**

En matière de diffusion, en 2004 l'INSEED a réalisé les activités suivantes :

- la diffusion régulière du bulletin mensuel des prix à la consommation, de la note et bulletin de conjoncture<sup>1</sup>, du cadrage macroéconomique semestriel et des comptes nationaux auprès des partenaires et utilisateurs ;
- la diffusion régulière des données auprès du public ;
- la création du Centre de documentation de l'INSEED.

### **2.3.3 Site INTERNET**

Jusqu'en 2004, l'INSEED n'a pas encore créé son site INTERNET malgré la formation d'un cadre responsable de ce site chargé de sa création et de sa gestion. La création de ce site est programmée pour le mois de février 2005 grâce à un appui technique d'Afristat.

## **III- RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES**

### **3.1 Situation du personnel**

Les ressources en personnel de l'INSEED en 2004 se chiffrent à 63<sup>2</sup> agents dont 38 fonctionnaires agents de l'Etat et 25 contractuels recrutés dans le cadre du projet Gestion de l'Economie à l'Ere Pétrolière (GEEP). Ce personnel se compose de : 5 ISE (Ingénieurs Statisticiens Economistes), 5 Démographes, 1 Ingénieur d'Etat de la Statistique et de la Planification (IESP), 6 Ingénieurs des Travaux Statistiques (ITS), 18 Adjointes Techniques de la Statistique (ADS), 9 Agents Techniques de la Statistique (ATS), etc.

Sur les 63 agents de l'Institut en 2004, d'entre eux qui sont en formation : le premier est un ISE qui poursuit ses études au Canada et le second un ITS poursuivant ses études à l'ENSEA d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

### **3.2 Budget national**

---

<sup>1</sup> Le Bulletin et la note de conjoncture du 3<sup>ème</sup> trimestre 2004 n'ont pas été élaborés à cause d'un retard pris même si ceux du 4<sup>ème</sup> trimestre l'ont été.

<sup>2</sup> Le quatrième trimestre 2004 a vu le départ de 2 cadres de l'INSEED : 1 Economiste agent de l'Etat promu au poste du SGA du MPDC et 1 Cartographe contractuel dont le contrat n'a pas été renouvelé.

Le financement du gouvernement pour l'année 2004 s'élève à 193,89 millions FCFA (151,718 millions FCFA en 2003). Il se décompose d'une part en paiement direct des salariés fonctionnaires/contractuel (78,2 millions) et d'autre part en subvention d'un montant versé de 115,6 millions (69,371 millions FCFA en 2003). Cette subvention a servi surtout à acheter des fournitures de bureau, du carburant, des équipements de bureau et du matériel informatique. Le financement total du gouvernement représente 16,8% du total des recettes totales reçues en 2004 (contre 15,1% en 2003).

**Tableau 01: Recettes 2004 de l'INSEED par bailleurs (en milliers de Francs CFA)**

Les recettes par bailleurs		Total de la dotation	Total décaissé	Exécution/ Dotation (en %)
Recettes statutaires (redevance statistique)		0	0	-
Recettes propres (pour mémoire)		0	0	-
Etat	Subvention de l'Etat	124.999,9	115.644,3	92,5
	Budget initial de l'Etat (Paiement direct des charges du personnel, par le budget de l'Etat)	73.528,0	78.246,0	106,4
<b>Coopération française</b>		18.638,6	18.638,6	100,0
Banque Mondiale	EDST-2	273.788,0	271.688,0	99,2
	GEEP/ECOSIT-2	657.932,8	657.932,8	100,0
Banque Africaine de Développement (PAGE)		5.930,0	5.930,0	100,0
Afristat		3.600,0	2.135,7	59,3
Sous total subventions ou prêts des bailleurs		959.888,8	956.325,1	99,6
<b>Total des recettes</b>		<b>1.158.417,3</b>	<b>1.150.215,4</b>	<b>99,2</b>
Solde des recettes et des dépenses		0	0	-

Les dépenses totales de l'INSEED réalisées en 2004 s'élèvent à 1.150,215 millions de Fcfa. En 2003, elles étaient de 1.004,2696 millions. Par rapport aux dotations initiales allouées par le gouvernement et par les bailleurs de fonds, le taux d'exécution des dépenses est égale à 99,2% (46,0% en 2003). L'importance du taux d'exécution des dépenses en 2004 (99,2%) est due en grande partie à la stratégie mise en place pour le décaissement des fonds de l'EDST-2 (via le Projet Appui au Secteur Santé/PASS) et à la facilité avec laquelle la subvention de l'Etat a été débloquée à partir du second semestre 2004.

### 3.2.1 Programmes d'investissement

Les dépenses d'investissement exécutées en 2004 hors grosses enquêtes se montent à 51,3 millions de Fcfa. Elles étaient de 33,786 millions de FCFA en 2003, soit une augmentation de 51,8%. En intégrant les dépenses d'investissement réalisées dans le cadre de l'EDST-2, elles atteignent 72,24 millions de Fcfa. Ces dépenses d'investissement concernaient l'achat des matériels informatiques et de communication à hauteur de 46,6 millions (soit 64,5%), des moyens roulants et de mobilier de bureau. Les principaux équipements achetés en 2004 sont notamment : 4 ordinateurs de bureau, 1 ordinateur portable, 1 photocopieur, 2 motocyclettes, 2 vidéos projecteurs, 1 rétroprojecteur électronique, 8 imprimantes, etc.

### 3.2.2 Dépenses courantes

Les dépenses courantes ou de fonctionnement réalisées en 2004 atteignent 60,67 millions de Fcfa (76,680 millions de Fcfa en 2003) pour une dotation de 68,34 millions de Fcfa (126,147 millions de Fcfa en 2003), soit un taux d'exécution de 88,8% (56,9% en 2003). Il convient de noter que ces dépenses incluent celles ayant servi à l'achat de fourniture de bureau et de petit matériel (39,0 millions de Fcfa), à l'achat de carburant (12,9 millions de Fcfa) et à l'entretien et réparation des véhicules de liaison (8,1 millions). L'importance relative des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement serait due aussi en partie à l'exécution quasi intégrale de la subvention 2004 (92,5%) accordée par le Gouvernement.

### 3.3 Programmes et projets appuyés par l'extérieur

Les appuis financiers des bailleurs pour l'année 2004 sont estimés à 956 millions FCFA, soit 83,1% des recettes globales de l'institut. En 2003, ils étaient de 852,5508 millions FCFA, soit 84,9%. Ces appuis ont financé entièrement les enquêtes, les études, la formation et les séminaires. On peut citer notamment l'EDST-2 (250,8 millions), l'ECOSIT-2 (555,48 millions contre 644,972 millions FCFA en 2003). Ils ont également permis de financer quelques dépenses de fonctionnement et la quasi-totalité des dépenses du personnel contractuel du GEEP<sup>3</sup> (86,4 millions FCFA). Le taux d'exécution des dépenses sur financement extérieur par rapport aux dotations initiales prévues par les bailleurs est de 99,6% alors qu'il n'était que de 44,2% en 2003 en raison principalement du retard connu dans la réalisation de l'ECOSIT-2 et du report des opérations du RGPH et de l'EDST-2 pour une période postérieure à 2003.

On peut résumer les appuis extérieurs par les points suivants :

- La Banque Mondiale a financé l'ECOSIT-2 et l'EDST-2. Elle a financé également la participation de deux cadres de l'INSEED au séminaire sur les outils d'analyse et les mesures de la pauvreté, tenu en novembre 2004 à la Rochelle en France ;
- Le PNUD a financé la prise en charge de l'expert chargé de la gestion de la Banque des Données Informatisée (BDI), le séminaire sur la finalisation des indicateurs de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP) ainsi que l'atelier sur la présentation des indicateurs SNRP/OMD contenus dans la Banque des Données Informatisée ;
- L'UNICEF a financé les voyages d'études d'un cadre au Bénin et de deux autres au Sénégal sur l'utilisation de Dev-Info ;
- La Coopération française a financé l'Assistance Technique, le séminaire de formation sur les statistiques du commerce extérieur, la mission d'appui d'Afristat sur la création d'un répertoire d'entreprises à l'INSEED, la bourse

---

<sup>3</sup> Ce personnel contractuel du GEEP comprend les cadres statisticiens recrutés pour renforcer le personnel de l'INSEED et les agents occasionnels recrutés dans le cadre des travaux de collecte de l'ECOSIT-2.

d'études de deux étudiants du Cycle ITS, la formation à la préparation des candidats au concours d'entrée dans les écoles et institut de statistique ainsi que le contrôle des données de l'ECOSIT-2 via Afristat mais aussi l'équipement du Centre de Documentation de l'INSEED. L'Attachée Technique a apporté principalement son appui à la préparation du programme d'activités et de formation de l'INSEED 2005-2007 ;

- La Banque Africaine de Développement (BAD) a, dans le cadre du Programme de Comparaison Internationale (PCI), financé la participation des cadres de l'INSEED aux différents séminaires de formation et de préparation à la collecte des prix des biens de consommation (Yaoundé en avril 2004, Dakar en novembre 2004 et Tunis en septembre et décembre 2004) ;
  
- Le FNUAP a financé le voyage d'études d'un cadre de l'INSEED au séminaire régional sur la méthodologie de traitement des opérations de collecte en juin-juillet 2004 au Sénégal ;

#### **IV- DIFFICULTES RENCONTREES**

L'INSEED a déployé des efforts notables pour atteindre les objectifs fixés dans son programme d'activités 2004, en réalisant les activités citées. Cependant, il n'a pas pu réaliser certaines d'entre elles dans le délai. Les raisons sont essentiellement d'ordre financier et infrastructurel :

##### **4.1 D'ordre financier**

- la clôture prématurée du Trust Fund le 30 juin 2004, alors que l'INSEED pensait disposer de ces fonds jusqu'au 31 décembre 2004. Cette clôture avant terme a été durement ressentie ;
- l'insuffisance de la subvention de l'Etat pour le financement des activités courantes ;
- les retards dans le virement des fonds Banque Mondiale destinés au financement de l'ECOSIT-2 et de l'EDST-2 ;

##### **4.2 Autres types de difficultés**

- l'insuffisance des matériels de travail et de leur maintenance ;
- l'insuffisance des locaux pour loger tous les agents de l'INSEED dans un seul local malgré la réfection qui vient de s'achever ;
- l'insuffisance de motivation et de stimulation des agents ;

- au regard des missions qui lui sont assignées, l'INSEED a un personnel encore insuffisant, aussi bien en quantité qu'en qualité, malgré le recrutement des agents dans le cadre du projet

GEEP. En effet, il manque encore du personnel avec de qualifications spécifiques en particulier, en traitement et analyse des données, en techniques de sondage et en gestion et conservation/sécurisation de bases de données ;

- sur le plan de l'organisation, malgré la réalisation des séminaires sur les fiches de poste et les procédures de travail, l'INSEED présente encore des faiblesses dans la programmation, l'exécution et le suivi de ses activités. Les faiblesses de ses capacités se retrouvent également dans la gestion administrative, financière et du personnel.

- en matière d'informatique et des NTIC, l'INSEED ne dispose en 2004 que d'une ligne de téléphone/fax, utilisée quelques fois pour l'Internet et ne dispose pas de site. La diffusion des publications est encore insuffisante. Ses informaticiens ne possèdent pas des connaissances en réseau intranet. Il faut également signaler le manque de connaissance des logiciels de présentation des documents (Publisher, Power point, etc.) par certains agents.

- l'examen des statistiques produites laisse apparaître un certain nombre des faiblesses i) l'insuffisance de couverture de certaines données ; ii) retard fréquent dans la production et la diffusion de certaines publications ; iii) des méthodologies non harmonisées pour certaines données, traduisant une insuffisance de coordination des activités du SNS ; etc.

## **V- CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES**

La Direction Générale poursuivra ses efforts pour finaliser la structuration de l'Institut par l'adoption des textes statutaires et faire aboutir les dossiers importants actuellement engagés (la question de ressources humaines et celle des ressources financières). La Direction Générale de l'INSEED s'attellera à la résolution des questions concernant :

- le renforcement du personnel, du management et de l'organisation ;
- l'extension des locaux ;
- l'obtention de financement extérieur pour financer les nouveaux projets dont le Deuxième RGPH ;

Les nouvelles actions/projets que la Direction Générale de l'INSEED compte mener en 2005, parallèlement aux activités déjà en cours, concernent :

- la modernisation des comptes nationaux avec l'élaboration des nouvelles nomenclatures produits/activités, la constitution d'un répertoire d'entreprises, le démarrage de l'installation d'ERETES et la formation des agents sur ce logiciel ;
- le démarrage en 2005 des activités du PCI, avec la collecte des prix à la consommation au niveau national ;
- la mise en place du logiciel Eurotrace (ETN) pour accélérer la saisie, le traitement et la publication des données du Commerce Extérieur ;
- l'élaboration et la diffusion d'un Tableau de Bord Economique et Social ;
- la mise en œuvre effective et la gestion du site Internet ;
- le renforcement de l'organigramme de l'INSEED avec la mise en place de l'organigramme, et l'organisation d'un séminaire sur la programmation de l'INSEED.
- l'analyse et la publication des données de l'EDST-2 et de l'ECOSIT-2 en 2005.

### **5.1 Principales leçons à tirer**

Le retard dans le décaissement de la redevance statistique limite les initiatives de l'INSEED pour assurer une meilleure coordination du SNS.

Le traitement des données du commerce extérieur demeure le point faible de l'INSEED et c'est un défi qu'il faudrait relever pour répondre aux nombreuses demandes en la matière ;

## **5.2 Appuis souhaités**

Les appuis souhaités en 2005 sont exprimés selon qu'ils sont sollicités auprès d'Afristat ou des autres partenaires.

### **5.2.1 D'Afristat<sup>4</sup>**

En 2005, l'INSEED souhaite avoir des appuis de la part d'Afristat dans 8 domaines :

- appui à la mise en place des nomenclatures de travail pour les besoins du module ERETES ;
- appui à l'exploitation des données de l'ECOSIT-2 (apurement) ;
- appui à la réinstallation du logiciel CHAPO sur les prix et formation à son utilisation ;
- appui à l'exploitation de la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) pour les comptes nationaux ;
- mission de mise à jour des pondérations de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC de la CEMAC), à partir des données de l'ECOSIT-2 ;
- appui à la programmation triennale :
  - \* mission d'appui pour faire le bilan de l'exécution du PPAST et des programmes triennaux d'activités proposés par les ministères et l'INSEED (3<sup>ème</sup> semestre 2005) ;
  - \* séminaire local de validation.
- appui au traitement des données de l'ECOSIT-2 pour les comptes nationaux ;
- appui à la mise en place d'un questionnaire et d'un échantillon d'entreprises pour l'enquête de conjoncture.

### **5.2.2 D'autres partenaires**

- le financement total du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2) ;
- l'appui de la BAD pour le démarrage effectif en 2005 des activités du PCI, avec la collecte des prix à la consommation au niveau national ;
- l'appui de la BAD pour le renforcement de l'INSEED en ressources humaines, en équipement et dans le domaine de diffusion à travers le Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE) ;
- l'appui du PNUD pour permettre à l'INSEED de produire régulièrement des indicateurs pour le suivi et l'évaluation de la SNRP et des OMD ;
- l'appui de la Banque Mondiale pour finaliser les travaux d'analyse de l'EDST-2 et de l'ECOSIT-2, l'exécution de l'Enquête sur la séroprévalence et le démarrage des travaux cartographiques du RGPH-2 ;
- l'appui du SCAC et de l'Union Européenne pour le financement des bourses d'études au profit des lauréats au concours de statistique.

---

<sup>4</sup> Certaines missions d'Afristat sont financées sur fonds propres et d'autres sur financement du SCAC ou du PNUD.

# **ANNEXE**

## **TABLEAUX D'INVENTAIRE DES RESSOURCES FINANCIERES DE L'INSEED EN 2004**

## Annexe II.1 SITUATION FINANCIERE DE L'INSEED AU COURANT DE L'ANNEE 2004

(Budget initial Etat, Subvention, Coopération française, Banque Mondiale (EDST-2, GEEP/ECOSIT-2), Banque Africaine de Développement (PAGE et PCI) et Afristat, en milliers de Francs FCFA

NATURE DES CHARGES	Etat				Coopération Française		Banque Mondiale				Banque Africaine de Développement (BAD)		Afristat		Total		
	Budget initial		Subvention		Dot.	dépenses effectuées	EDST-2		GEEP/ECOSIT-2		Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE)		Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées	
	Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées			Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées					
Sal.des Fonct.	70.859,0	72.497,0														<b>70.859,0</b>	<b>72.497,0</b>
Sal.des Cont.	1.229,0	1.229,0							86 450,0	86 450,0						<b>87 679,0</b>	<b>87 679,0</b>
Indem.de Suj.	1.440,0	4.520,0	5.840,0	2.700,0												<b>7.280,0</b>	<b>7.220,0</b>
<b>Total I Pers.</b>	<b>73.528,0</b>	<b>78.246,0</b>	<b>5.840,0</b>	<b>2.700,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>86 450,0</b>	<b>86 450,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>165 818,0</b>	<b>167 396,0</b>
Four.de bureau et petit matériel			33.783,9	33.783,9	1.250,0	1.250,0					4.000,0	4.000,0				39 033,9	39 033,9
Entretien et Réparation/services			9.624,0	6.624,0	681,0	681,0					830,0	830,0				11 135,0	8 135,0
Postes et Télécommunications			3.036,2	0,0	341,2	341,2							1.600,0	135,7		4.977,4	476,9
Eau/Electricité																	
Impression des documents			200,0	100,6												200,0	100,6
Produits chimiques et Carburant			11.899,9	11.819,9							1.100,0	1.100,0				12 999,9	12 919,9
Documentation Abonnement et Publicité.																	
<b>Total II Fonctionnement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>58.544,0</b>	<b>52.328,4</b>	<b>2.272,2</b>	<b>2.272,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>5.930,0</b>	<b>5.930,0</b>	<b>1.600,0</b>	<b>135,7</b>		<b>68 346,2</b>	<b>60 666,3</b>
Enquêtes (1)			15.000,0	15.000,0			250.788,0	250.788,0	555 477,9	555 477,9						<b>821 265,9</b>	<b>821 265,9</b>
Voyage d'Etudes/Mission d'appui					3.365,1	3.365,1			16.004,9	16.004,9						<b>19.370,0</b>	<b>19.370,0</b>
Formation et Séminaires					9.271,3	9.271,3										<b>9.271,3</b>	<b>9.271,3</b>
<b>Total III</b> Enquêtes, Etudes, Formations, Séminaires, missions d'appui	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>15.000,0</b>	<b>15.000,0</b>	<b>12.636,4</b>	<b>12.636,4</b>	<b>250.788,0</b>	<b>250.788,0</b>	<b>571 482,8</b>	<b>571 482,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>		<b>849 907,2</b>	<b>849 907,2</b>

NATURE DES CHARGES	Etat				Coopération Française		Banque Mondiale				Banque Africaine de Développement (BAD) Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE)		Afristat		Total		
	Budget initial		Subvention		Dot.	dépenses effectuées	EDST-2		GEEP/ECOSIT-2		Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées	
	Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées			Dot.	dépenses effectuées	Dot.	dépenses effectuées							
Equipement de bureau			19.163,9	19.163,9	3.730,0	3.730,0										<b>22.893,9</b>	<b>22.893,9</b>
Construction																<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Maté. Informa. de Communication			23.652,0	23.652,0			23.000,0	20.900,0						2.000,0	2.000,0	<b>48.652,0</b>	<b>46.552,0</b>
Matériel roulant			2.800,0	2.800,0												<b>2.800,0</b>	<b>2.800,0</b>
<b>Total IV Dépenses d'Investissement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>45.615,9</b>	<b>45.615,9</b>	<b>3.730,0</b>	<b>3.730,0</b>	<b>23.000,0</b>	<b>20.900,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2.000,0</b>	<b>2.000,0</b>	<b>74.345,9</b>	<b>72.245,9</b>
<b>TOTAL GENERAL TI+TII+TIII+TIV</b>	<b>73.528,0</b>	<b>78.246,0</b>	<b>124.999,9</b>	<b>115.644,3</b>	<b>18.638,6</b>	<b>18.638,6</b>	<b>273.788,0</b>	<b>271.688,0</b>	<b>657 932,8</b>	<b>657 932,8</b>	<b>5.930,0</b>	<b>5.930,0</b>	<b>3.600,0</b>	<b>2.135,7</b>	<b>1 158 417,3</b>	<b>1 150 215,4</b>	

**N.B :** En ce qui concerne les bailleurs, quand les données sur les dotations n'étaient pas disponibles, les dotations sont égales aux dépenses effectuées.

(1) Les dépenses du GEEP comprennent celles de l'ECOSIT2, les salaires du personnel contractuel et les dépenses effectuées pour la réalisation du stage de 2 agents du DSSSCVMP à la Rochelle en novembre 2004 (16 millions FCFA)

(2) : Ne sont pas pris en compte dans ce tableau les appuis financiers de l'UNFPA, de la Banque Mondiale, de la Coopération Française et de l'Union Européenne dans le domaine de la formation de base (bourses d'études) en statistique et démographie et du PNUD pour le financement de Banque des Données Informatisée (BDI).